

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 08/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société SMURFIT KAPPA FRANCE

26 Chemin du Petit St Jean
BP 521
26402 CREST

Références : 20220901-RAP-DAEN0733
Code AIOT : 0010300045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté 26 Chemin du Petit St Jean 26400 CREST. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- 26 Chemin du Petit St Jean 26400 CREST
- Code AIOT : 0010300045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SMURFIT KAPPA est spécialisée dans la fabrication de carton ondulé à partir de papier et de découpe/impression par flexographie/collage de ces cartons. Elle fait partie d'un groupe international. La particularité du site est la petite série avec de nombreux rinçages et changement d'outils.

Elle a été autorisée par arrêté préfectoral le 11/07/2000 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 21/10/2010, 18/10/2017, 12/02/2020 et du 29/06/2021.

Les extérieurs, y compris la zone Nord SNCF, ainsi que l'intérieur, partie Sud, ont été contrôlés lors de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- suite de l'inspection précédente
- eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
NC1_2022 - Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/06/2021, article 2	Lettre de suite
NC3_2021 / NCM1_2022 – traitement des eaux pluviales du quai Nord	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.5.2 de l'annexe	Mise en demeure, respect de prescription
NCM1_2021 (APMD) – conformité installations électriques	AP de Mise en Demeure du 05/01/2022, article 1er	Lettre de suite
NC4_2021/NCM2_2022 – Clôture Zone de quais Nord	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 6.1.1 de l'annexe	Mise en demeure, respect de prescription
NC5_2021 – Clôture zone SNCF	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 6.1.1 de l'annexe	Lettre de suite
NC2_2022 – respect des VLE – suite CI eau 2021	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.4.2	Lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
NC7_2017_rétention eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.7.1 de l'annexe
NC14_2018 – dimensionnement événements silos amidon	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 8.5 de l'annexe
O5_2021 – Suivi de la levée des écarts électriques	Autre du 29/08/2022
NC6_2021 – Continuité MCF	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 7.1 de l'annexe
NC7_2021 – propreté zone Nord Sncf	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article Titre 5 de l'annexe
Apmd – rideau d'eau sur MCF	AP de Mise en Demeure du 29/04/2021, article 1er
Sécheresse/consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure portant sur l'automatisation du rideau d'eau au droit des passages dans le mur coupe-feu est respecté. La diminution des consommations d'eau est déjà partiellement mise en oeuvre sur le site avec de bons résultats.

Des améliorations très notables dans la gestion du suivi des écarts électriques sont relevées.

Concernant les rejets aqueux, ceux-ci sont non-conformes depuis de nombreuses années. Les eaux pluviales de voirie de la zone de quai la plus fréquentée de l'usine ne font pas l'objet d'un traitement avant rejet. La clôture n'est pas complète. L'exploitant indique avoir régulièrement des intrusions sur son site situé en plein centre de la ville, surtout partie Nord SNCF.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2450-A-a (A) : Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante Offset utilisant des rotatives a séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j Nota : pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux - Quantité totale de produits consommée = 250 kg/j</p> <p>2445-1 (E) : Transformation du papier, carton - La capacité de production étant supérieure à 20 t/j Capacité de production = 180 t/j</p> <p>1530-2 (DC) : Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ Volume susceptible d'être stocké = 18 000 m³</p> <p>1532-2-b (D) : Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ - Volume susceptible d'être stocké : 5 215 m³</p> <p>2910-A-2 (DC) : Combustion, si la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW - 1 chaudière à gaz de 5 MW</p> <p>Constats :</p> <p>2450 : La quantité moyenne de produits consommé est de 180 kg/j qu'il convient de diviser par deux, car les produits appliqués contiennent moins de 10 % de COV, soit 90 kg/j. L'exploitant indique que les pics de production mènent à une quantité totale consommée de 250/2 kg/j soit, 125 kg/j au maximum. Pas de modification du classement.</p> <p>2445 : l'exploitant indique que la moyenne annuelle en 2021 est de 118,7 t/j. Les pics de production entre mai et juillet 2022 montent à 190 t/j. Le seuil autorisé est donc dépassé. Il indique avoir un projet faisant passer la production à une capacité de 230 t/j. L'exploitant doit régulariser sa situation administrative en portant à connaissance les modifications conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement. Pour le projet, une demande de cas par cas devra être réalisée conformément à l'article R122-2 de ce même code (dépassement du seuil d'enregistrement de 20 t/j de l'augmentation).</p> <p>1530 : pas de dépassement de la quantité autorisée</p> <p>1532 : pas de dépassement de la quantité autorisée</p> <p>2910 : pas de modification de la chaudière</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks tenu à jour, y compris des produits chimiques en quantité notable. Quantité de papier/carton : 3593 m ³ Quantité de bois : 1500 m ³
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.7.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La mise en place des dispositifs de rétention d'incendie n'est pas en adéquation avec le scénario d'incendie : le sprinkler se déclenche sans que les eaux puissent être retenues. A noter que des avaloirs eaux pluviales sont présents dans le bâtiment (suite à une extension). L'exploitant doit disposer d'équipements de rétention des eaux d'incendie qui peuvent être mis en œuvre dans un délai en adéquation avec un scénario classique d'incendie. Délai initial : 30/09/2018</p> <p>L'exploitant avait présenté un devis pour la mise en place de 2 obturateurs gonflables dans les réseaux actionnables à distance. Une demande d'investissement avait été formulée en novembre 2018. Des travaux sur la voie publique ou en bordure de Drôme doivent être menés pour mettre en place ces systèmes, ce qui implique une mise en œuvre plus complexe et plus longue en termes d'autorisations de travaux.</p> <p>A suivre – le délai avait été reporté au 31/12/2019</p> <p>Par courrier du 23/12/2019, l'exploitant indique que les obturateurs gonflables seront mis en place en juin 2020.</p> <p>Lors de la visite du 18/03/2021, l'exploitant a indiqué avoir obtenu les budgets mais que la commande n'a pas été passée.</p> <p>L'inspection proposait d'accorder un ultime délai jusqu'au 30/06/2021 pour la mise en conformité.</p> <p>Par courriel du 29/10/2021, l'exploitant sollicite un délai jusqu'à la fin de l'année (intervention du prestataire après la semaine 45).</p>
<p>Constats : Par courriel du 10/02/2022, l'exploitant a informé l'inspection que le système de rétention par obturateurs gonflables a été mis en service.</p> <p>L'exploitant a mis en service deux obturateurs gonflables le 20/01/2022 (vu PV réception). Ils ne sont pas asservis au déclenchement du sprinkler. Le service maintenance est en charge de leur déclenchement (vu fiche réflexe).</p> <p>Il convient que l'exploitant améliore la signalétique de la commande des obturateurs mais il a répondu à la demande en améliorant le délai de mise en œuvre de la rétention des eaux d'incendie. Cependant, il pourrait être judicieux d'asservir le déclenchement des obturateurs au déclenchement du sprinkler.</p>
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : NC14_2018 – dimensionnement événements silos amidon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 8.5 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Silos
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les silos d'amidon ne sont pas équipés d'évents. L'exploitant doit mettre en place des événements / parois soufflables sur les silos de stockage d'amidon de manière à ce que les effets irréversibles liés à une explosion soient maintenus dans les limites du site.</p> <p>Par courrier du 23/12/2019, l'exploitant indique que les événements ont été mis en service.</p> <p>L'inspection a constaté la mise en place des événements. L'exploitant a présenté la déclaration de conformité de la société STIF du 12/04/2019.</p> <p>La note de dimensionnement des événements n'a pas été présentée. L'exploitant la devait la transmettre d'ici le 30/06/2021.</p> <p>Par courriel du 02/07/2021, l'exploitant a transmis une note de calcul dont plusieurs paramètres sont notés « à valider ». Aussi, cela ne constitue pas une note de calcul définitive. L'exploitant doit transmettre une note de calcul complète sous 1 mois.</p> <p>A suivre</p>
<p>Constats : La note de calcul complète a été transmise le 20/12/2021.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : NC3_2021 / NCM1_2022 – traitement des eaux pluviales du quai Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.5.2 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales du quai Nord ne sont pas traitées avant rejet au milieu naturel (circulation d'environ 25 camions/ jour au pic d'activité). L'exploitant doit pouvoir s'assurer que les eaux pluviales rejetées ont une concentration en hydrocarbures totaux inférieur à 10 mg/L. Délai : 31/03/2022</p>
<p>Constats : L'exploitant indique avoir fait des recherches de solutions alternatives au déboureur-séparateur d'hydrocarbures. Aucune solution n'est retenue.</p> <p>Aucun élément n'a été mis en œuvre. L'exploitant n'a pas répondu à la demande.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : NCM1_2021 (APMD) – conformité installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/01/2022, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les limites de vérification du rapport de vérification des installations électriques du 24/12/2020 indiquent que des vérifications de dimensionnement des protections n'ont pu être effectuées et que certains équipements sont vétustes. L'exploitant doit transmettre un plan d'actions pour la levée des écarts déjà signalés et des limites de vérification avec un échéancier de réalisation.</p> <p>Par courriel du 02/07/2021, l'exploitant a transmis un plan d'actions pour la levée des écarts sur les installations électriques. Les échéances fixées sont au maximum au 31/03/2024.</p> <p>Arrêté de mise en demeure : respecter d'ici le 31/12/2023 l'article 6.2.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 11/07/2000 en mettant en conformité ses installations électriques.</p> <p>Un rapport justifiant de la levée des écarts relevés le 24/12/2020 et justifiant de la vérification complète des installations électriques devra être transmis.</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare avoir mis en place un plan d'actions et levé certains écarts. Il indique qu'un investissement conséquent est nécessaire pour refaire la distribution électrique « Quai Sud » et « Quai Nord ». Une demande d'investissement sera faite pour 2023.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection un devis signé d'ici le 31/03/2023 pour la réfection de la distribution électrique « Quai Sud » et « Quai Nord ».</p> <p>A suivre</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 7 : O5_2021 – Suivi de la levée des écarts électriques

Référence réglementaire : Autre du 29/08/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le suivi de la levée des écarts est annoté sur une copie du rapport de vérification des installations électriques. La date de levée, la personne chargée de la levée et la clarté des éléments n'est pas suffisante. Il convient que la traçabilité de levée des écarts sur les installations électriques soit améliorée (date de levée, personne en charge, action menée). Délai : Dès la prochaine action de levée d'un écart</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté un tableau de suivi de la levée des écarts des installations électriques très complet et très précis.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : NC4_2021/NCM2_2022 – Clôture Zone de quais Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 6.1.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'y a pas de clôture au niveau de la zone de quais Nord. Le site doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Délai : 31/03/2022
Constats : Le quai Nord n'est toujours pas clôturé. L'exploitant n'a pas répondu à la demande.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 9 : NC5_2021 – Clôture zone SNCF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 6.1.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La zone Nord-Est de stockage des palettes (zone SNCF en location) n'est pas clôturée. L'exploitant indique qu'un droit de passage de la SNCF est présent sur ce terrain avec accès à l'ensemble du quai. Le site doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Délai : 31/12/2022
Constats : Délai non échu L'exploitant indique avoir des difficultés avec la SNCF pour acquérir ces terrains depuis de nombreuses années. Aucune clôture n'a été mise en place. A suivre
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 10 : NC6_2021 – Continuité MCF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 7.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le mur séparatif entre l'onduleuse et la DRO présente un jour entre les montants de la structure : le degré coupe-feu n'est pas assuré. Le mur séparatif doit être coupe-feu 2 heures. Délai : 30/06/2021 L'exploitant a indiqué que le jour a été rebouché avec un système coupe-feu 2 heures.
Constats : L'inspection a constaté que les trous dans le mur ont été rebouchés. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : NC7_2021 – propreté zone Nord SnCF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article Titre 5 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les abords de la zone Nord-Est palettes ne sont pas maintenus propres (déchets divers). Les déchets doivent être triés et éliminés. Délai : 30/06/2021 L'exploitant indique qu'un nettoyage a été effectué.
Constats : La zone « palettes » SNCF est bien tenue. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté de mise en demeure : respecter l'article 7.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/07/2000 d'ici le 29/10/2021 en mettant en place, soit des portes coupe-feu, soit des rideaux d'eau à déclenchement automatique au niveau des passages situés dans la paroi entre les locaux de production et le hall de l'onduleuse. Délai prorogé au 31/03/2022
Constats : L'exploitant a présenté l'attestation de fin de travaux et de mise en service du système de rideaux d'eau de la société AAI du 29/08/2022. L'inspection a constaté la présence de nouveaux éléments sur la tuyauterie située au droit des passages dans le mur coupe-feu. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau. Une convention de rejet fixera les conditions de ce raccordement et définira les effluents autorisés.</p> <p>Par courrier du 15/06/2021, l'inspection a demandé un plan d'actions d'ici le 15/08/2021 pour les dépassements, en concentration, relevés lors du contrôle inopiné du 19/05/2021 sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCO : 3500 mg/L pour 2500 mg/L autorisés • Azote global : 278 mg/L pour 150 mg/L autorisés • Hydrocarbures totaux : 37,52 mg/L pour 10 mg/L autorisés • couleur : 230 pour 100 autorisés • Zinc : 3,3 mg/L pour 0,8 autorisés (flux 30 g/j) • Cuivre : 19,2 mg/L pour 0,15 mg/L autorisés (flux 150 g/j) • Cr+Cu+Ni+Zn : 22,52 mg/L pour 4 mg/L autorisés • rapport DCO/DBO5 : 3,5 pour un maximum autorisé de 3 • pH : 5,1 pour un minimum autorisé de 5,5 <p>Données de l'autosurveillance GIDAF de 2022 : dépassement pH trop acide en février, mars, avril 2022 jusqu' à 4,4 en février et 3,7 en mai dépassement en concentration en Azote global en mars et juin 2022 (282 mg/L ; 335 mg/L)</p> <p>La fréquence d'autosurveillance trimestrielle pour le Cuivre et ses composés n'est pas respectée.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis d'analyse des micro-polluants pour 2022 à ce stade.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite une nouvelle convention spéciale de déversement signée pour le moment uniquement par l'exploitant et le gestionnaire de réseau/STEP. Elle est en attente de signature par la communauté de commune C3PS. Cette convention relève le seuil maximal de concentration pour l'azote global et la DCO. Il n'y a donc plus de non-conformité pour l'azote global et la DCO.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas réalisé de nouvelles mesures en sortie de site sur les micro-polluants. Elles sont prévues en septembre 2022. Il indique avoir fait des recherches directement au niveau de ses cuves de traitement. Une société spécialisée l'aide pour la mise en place d'un nouveau système de traitement, le système actuel avec des bactéries générant de nouvelles non-conformités, notamment sur le pH, et ne traitant pas les écarts. Ce dernier a été abandonné mais les bactériesensemencées sont toujours présentes dans les systèmes de traitement et posent toujours des problèmes de pH. En septembre 2022, un essai avec de nouveaux produits de traitement doit être mené. L'inspection demande à ce que les analyses annuelles sur les micro-polluants soient menées sur les rejets le jour de l'essai afin de vérifier l'adéquation du nouveau traitement. Les résultats doivent être transmis d'ici le 15/10/2022.</p> <p>L'exploitant indique que si les essais sont concluants, de petits travaux sont à mener. Il envisage dans ce cas un retour à la conformité d'ici fin novembre 2022.</p> <p>A suivre</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Respect du dossier de demande d'autorisation car l'arrêté préfectoral n'encadre pas la consommation d'eau.</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation de 16/11/1998 précise que la quantité d'eau consommée en 1996 était de 26300 m³ annuel d'eau potable. 8400 m³ étaient attribués au refroidissement en circuit ouvert, refroidissement qui a été arrêté depuis. Soit une consommation annuelle maximale de 17 900 m³. 2000 m³ étaient utilisés pour les besoins sanitaires.</p> <p>Les données déclarées par l'exploitant sous GEREP pour ces dernières années sont les suivantes : 2019 : 9018 m³ 2020 : 6989 m³ 2021 : 6109 m³</p> <p>L'autorisation spéciale de déversement actuelle autorise un rejet annuel d'eaux industrielles de 25 m³/j*365j, soit 9125 m³. La future autorisation spéciale de déversement en cours de signature indique un volume de 20 m³/j, soit 7300 m³.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué que la réutilisation des eaux amidonnées dans le procédé n'a pas été mise en place bien que cela fasse partie des engagements du dossier de demande d'autorisation de 1998. Il indique que seuls 3 sites du groupe SMURFIT KAPPA utilisent cette technique et qu'ils ont plusieurs problèmes de qualité du produit par an, de ce fait. Il convient qu'une étude technico-économique soit transmise à l'inspection sur ce sujet d'ici le 31/03/2023.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la réduction des consommations d'eau est bien travaillée depuis 2017, chiffres à l'appui. La nouvelle chaudière mise en place et un système de relevé plus précis des consommations sur cette partie ont permis un gain significatif d'environ 3000 m³ par an depuis 2019. Une grosse fuite sur le sprinkler a également été réparée. Le nettoyage du procédé, notamment sur la partie encres, bénéficie d'un pré-nettoyage en circuit fermé puis d'un nettoyage à l'eau claire.</p> <p>La consommation d'eau atteinte en 2021 est d'environ 100 m³.Ksm de carton (unité de comptage pour la production).</p> <p>L'exploitant respecte largement la consommation d'eau de son dossier de demande d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet